

## "Lutte autour du beurre" dans Der Spiegel (7 juin 1971)

**Légende:** Le 7 juin 1971, commentant le déroulement des négociations d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun européen, l'hebdomadaire allemand Der Spiegel examine la question des exportations de beurre néo-zélandais vers la Grande-Bretagne.

**Source:** Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; Herausgeber Engel K., Johannes; Gaus, Günter. 07.06.1971, Nr. 24; 25. Jg. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein KG. "Kampf um die Butter", p. 109-110.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/lutte\\_autour\\_du\\_beurre\\_dans\\_der\\_spiegel\\_7\\_juin\\_1971-fr-f72b9f76-2037-4bc8-9951-55c0970a35a6.html](http://www.cvce.eu/obj/lutte_autour_du_beurre_dans_der_spiegel_7_juin_1971-fr-f72b9f76-2037-4bc8-9951-55c0970a35a6.html)



**Date de dernière mise à jour:** 01/03/2017

## Lutte autour du beurre

**Pour l'économie de la Nouvelle-Zélande, les exportations agricoles à destination de la Grande-Bretagne sont vitales. A présent, l'adhésion de l'Angleterre à la CEE met en danger les débouchés jusqu'alors les plus sûrs de l'agriculture néo-zélandaise.**

«Pendant les deux Guerres mondiales, la Nouvelle-Zélande s'est battue en Europe», rappelle une brochure du gouvernement néo-zélandais au sujet de batailles antérieures. «Aujourd'hui, nous menons une autre bataille – pour assurer notre survie.» La Nouvelle-Zélande, autrefois colonie de l'Empire britannique et aujourd'hui membre du Commonwealth, se bat pour ses exportations de beurre, de fromage et de viande de mouton à destination de la Mère patrie européenne.

Si jamais la Grande-Bretagne adhère au Marché Commun sans convenir de dérogations à long terme pour ses importations provenant de l'Etat insulaire du Pacifique, les fermiers néo-zélandais éleveurs de moutons et de vaches laitières perdront leur client de loin le plus important. Environ 90 % de la production néozélandaise de beurre, plus ou moins 80 % de celle du fromage et 30% de celle de la viande partaient jusqu'à présent à destination de l'Angleterre, effectuant une traversée en bateau longue de 20.000 kilomètres.

Si jamais ces exportations devaient s'interrompre, «la Nouvelle-Zélande tomberait dans un abîme économique et social», a averti Sir Bernard Fergusson, ancien Gouverneur général de la couronne britannique en Nouvelle-Zélande, «à côté duquel la crise économique des années trente aurait l'air d'une partie de campagne.»

Car pour le pays agricole, dont la seule matière première existant à profusion est l'herbe, les exportations de produits agricoles sont vitales. Les exportations représentent 26,8 % du produit national brut (en République fédérale d'Allemagne cette part s'élève à 18,4 %).

Le pays finance les importations nécessaires de produits finis et semi-finis presque exclusivement avec les recettes issues des exportations de beurre, de fromage, de viande et de laine. Malgré tous les efforts d'industrialisation, les produits agricoles constituent encore et toujours environ 80% des exportations néo-zélandaises.

Eu égard à cette structure économique dépendante de l'agriculture, le commerce extérieur était déjà, dans les années précédentes, soumis à une pression toujours plus forte. Etant donné que les produits lainiers et laitiers faisaient partie des biens excédentaires sur le marché mondial, le prix de la laine de mouton sur le marché mondial a baissé de plus de la moitié dès 1966. En outre, tous les grands marchés du monde occidental – les Etats-Unis, la CEE et plus récemment le Japon – ont protégé leur agriculture, soutenue avec des subventions, contre le beurre et le fromage néo-zélandais par l'intermédiaire de droits et de contingents d'importations.

Avec des subventions issues du fonds agricole de la CEE, les pays membres de la CEE ont en outre écoulé sur le marché mondial leurs propres excédents de beurre à des prix sacrifiés – et ont, par conséquence, fait concurrence aux agriculteurs néo-zélandais, y compris sur les marchés du Pacifique. Ainsi, les commerçants agricoles de la CEE ont proposé au Pérou la tonne de beurre à un prix inférieur de 93 dollars par rapport au prix néo-zélandais.

Cependant, vu que les prix pour les importations néo-zélandaises ont rapidement augmenté, surtout en raison de la hausse des tarifs de fret, les Terms of Trade ainsi appelés (les termes de l'échange entre les biens d'exportation et d'importation) ont perdu quelque 20 % les cinq dernières années. Pour pouvoir maintenir le même volume d'importations, la Nouvelle-Zélande aurait dû exporter toujours plus de biens agricoles.

Mais cela a échoué en raison du protectionnisme agricole mondial. Les excédents d'importations néo-zélandais, auparavant importants, ont fondu à ce moment-là. L'Etat insulaire, qui, mesuré en termes de revenus par tête, était encore le quatrième pays le plus riche du monde il y a dix ans, est tombé à la

quatorzième place.

L'adhésion de l'Angleterre à la CEE met, à présent, en danger le marché jusqu'alors le plus sûr pour l'agriculture néo-zélandaise. Malgré la nouvelle entente franco-britannique, les Français exigent de leur futur partenaire qu'il traite la Nouvelle-Zélande comme tout autre pays tiers après une période transitoire de cinq ans. Le tarif extérieur élevé de la CEE étoufferait alors l'exportation de beurre et de fromage de la Nouvelle-Zélande vers la Grande-Bretagne et céderait le marché de l'autre côté de la Manche aux producteurs de lait français.

Jusqu'ici, les Britanniques n'ont cependant pas renoncé à obtenir une dérogation durable pour leurs fournisseurs traditionnels de beurre et de fromage. Mais les Néo-Zélandais ont motivé la persévérance des négociateurs britanniques auprès de la CEE en lançant des appels à la loyauté: ils ont rappelé qu'ils avaient rationné leurs propres denrées alimentaires après la Seconde Guerre mondiale uniquement pour améliorer le ravitaillement des Britanniques.

Des raisons économiques jouent également en faveur du beurre néo-zélandais. Car l'agriculture néo-zélandaise, la plus moderne et la plus performante du monde, produit ses produits laitiers à un tiers des coûts supportés par exemple par les agriculteurs français. «Il serait donc insensé de réduire la production de biens», a argumenté à ce sujet le Premier ministre néo-zélandais, Sir Keith Holyoake, «que la Nouvelle-Zélande peut produire à moindre coût que tout autre pays, et de fabriquer ensuite des choses qu'elle peut beaucoup moins bien produire.»